

Bulletin d'histoire politique

Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri, L'archipel identitaire, Montréal, Les Éditeurs du Boréal, 1997, 214 p.

Micheline Milot



Volume 6, Number 2, Winter 1998

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063658ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063658ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Milot, M. (1998). Review of [Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri, L'archipel identitaire, Montréal, Les Éditeurs du Boréal, 1997, 214 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 6(2), 148–150. <https://doi.org/10.7202/1063658ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1998

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Marcos Ancelovici et Francis Dupuis-Déri,
L'archipel identitaire, Montréal, Les Éditions du Boréal,
 1997, 214 p.

L'identité est questionnée, scrutée sous toutes ses dimensions (nationale, politique, ethnique,...) et fait couler beaucoup d'encre depuis quelques années. L'originalité de *L'Archipel identitaire*, parmi cette volumineuse production, réside principalement dans le fait de présenter, sous le mode de l'entretien, la réflexion individuelle de onze intellectuels d'horizons diversifiés. Les entretiens, réalisés avec intelligence, sont regroupés en deux volets, l'un à caractère plus théorique, l'autre donnant la parole à des écrivains et à des poètes. On retrouve ainsi les propos recueillis auprès de Charles Taylor, Alain Finkielkraut, Liah Greenfeld, Jean Larose, Philip Resnick, Georges E. Sioui dans la première partie, et Lise Bissonnette, David Homel, Neil Bissoondath, Amin Maalouf et Marek Halter dans la seconde.

Ancelovici et Dupuis-Déri ont voulu, en entreprenant ce recueil d'entretiens, «comprendre comment la nationalité, la langue, la religion et l'art influencent notre conception de l'identité culturelle». Ils optent pour un concept aussi large et vague que la «chose» qu'il entend désigner. On ne s'étonnera pas que la réalité explorée se diffracte en autant de conceptions qu'il y a d'intellectuels invités à réfléchir sur la question.

Les réflexions qui composent ce recueil apporteront peut-être peu de nouveautés aux lecteurs déjà initiés aux œuvres des intellectuels qui ont accepté de répondre aux questions des deux auteurs. Toutefois, quelques écrivains interrogés ont eu l'occasion de réagir aux propos d'un autre collaborateur, procédé qui relance chacun en l'obligeant à se positionner par rapport à une conception différente. Cette heureuse initiative n'a cependant été menée que partiellement, dans quelques entretiens seulement.

Les deux jeunes enquêteurs avouent avoir été motivés par une quête personnelle concernant leur propre identité. Ce parcours exploratoire ne leur a certainement pas fourni de réponse définitive. Cela est heureux. En cette

matière, toute réponse univoque porte inévitablement le germe de l'uniformisation et de l'exclusion. La complexité et la volatilité de la question de l'identité rendent impossibles toute synthèse ou convergence théorique. Le lecteur doit donc s'attendre à ce que plus de portes soient ouvertes que fermées.

Bien que les deux auteurs fassent graviter les réflexions de leurs invités autour du concept d'«identité culturelle», on croise rapidement les questions d'appartenance nationale et d'enjeux politiques de l'identité. Par ricochet, les problématiques canadienne et québécoise seront souvent évoquées, commentées. Ainsi, pour Charles Taylor, dont les positions politiques sont connues, l'identité représente l'horizon qui permet de choisir. Mais l'identité culturelle, avec ses racines historiques, peut fort bien représenter une menace pour l'identité politique, nécessaire à la démocratie. Le nationalisme, peut donner lieu à la création d'un État (comme le modèle Matigny qu'adopteraient les Québécois), mais il est possible d'envisager une coopération de plusieurs nations dans un projet fédératif. Aussi, faut-il «accepter que tous les individus et toutes les communautés n'entretiennent pas le même type de sentiment vis-à-vis de ce pays qu'est le Canada», ce qui revient à reconnaître l'existence d'une pluralité de façons de s'intégrer à l'ensemble. Mais pluralité et unité sont en tension souvent vertigineuse. Finkelkraut, qui s'est engagé en faveur du droit à l'autodétermination des petites nations, notamment dans l'ex-Yougoslavie, insiste sur le fait que toute nation a besoin d'un sentiment de communauté, né d'une histoire, sentiment dont l'absence fait problème dans nos pays occidentaux. Toutefois, une nation obsédée par son identité culturelle, cultivant le culte de l'unité, ne peut qu'étouffer l'individu. Il faut reconnaître le fait qu'on ne peut avoir que des fidélités multiples.

Historiquement, la tendance semble bien aller des nationalismes civiques aux nationalismes ethniques, selon Liah Greenfeld qui aborde l'identité culturelle par l'analyse des différents types de nationalisme. L'auteure définit trois types de nationalisme: individualiste et civique (comme on le retrouve au Royaume-Uni et aux États-Unis), collectiviste et civique (modèle français) et collectiviste et ethnique. Greenfeld constate que ce dernier s'avère le plus répandu, parce que plus facile à adopter. Elle y voit le symptôme d'un manque d'assurance de la part de ceux qui le définissent et de ceux qui l'acceptent. Là se trouve la pierre d'achoppement de l'identité, qui tend à renvoyer au concept d'*identique*, selon Jean Larose. L'identité, telle que définie par les nationalistes, lui apparaît donc hautement problématique. L'auteur de *La Souveraineté rampante*, qui voit dans le discours de nombreux nationalistes québécois des références ethniques, affirme nettement que l'identité de l'individu ne doit plus se poser uniquement sur la base de la

culture, et donc de l'ethnie. En devenant souverain, le Québec échapperait peut-être à cette logique ethnique qui ne peut déboucher sur l'universel. Vue du côté du Canada anglais, c'est l'identité canadienne-anglaise qui est problématique. Selon Philip Resnick, qui s'est particulièrement intéressé aux rapports entre le Québec et le reste du Canada, tant que les Canadiens anglais ne développeront pas un sentiment identitaire distinct des Canadiens français, il ne sera pas possible de restructurer le pays de manière à ce que son caractère multinational soit reconnu. Mais encourager un sentiment identitaire canadien-anglais ne revient-il pas, comme le pense Taylor, à vouloir créer une tribu supplémentaire?

Le paysage identitaire ne peut être qu'en teintes de gris. Il comporte des attachements à la terre des ancêtres et au passé, chez Georges E. Sioui, ou encore une forte dimension morale chez Marek Halter qui reconnaît que les dix commandements constituent la pierre angulaire de son identité juive. On retrouve chez Lise Bissonnette et chez Neil Bissoondath une même répulsion à une identité collective prescrite, essentialiste. Que l'être collectif de la nation prenne le dessus sur l'individu, aux prises avec ses identités complexes, serait une sorte de conscription culturelle inacceptable. Inacceptable comme toute tentative de restreindre l'identité d'un homme à une seule de ses appartenances hypertrophiée, ce qui apparaît à Amin Maalouf «un appauvrissement, et appel au meurtre». À moins que l'identité ne devienne qu'un spectacle «un théâtre pour le public», comme le suggère David Homel.

S'il y a une convergence dans l'ensemble de ces réflexions, c'est bien celle qui reconnaît que l'identité ne peut être que plurielle, qu'elle est une construction symbolique qui opposera toujours une résistance aux entreprises totalitaires, quelles qu'elles soient.

Micheline Milot
Département de sociologie
Université du Québec à Montréal